



MENSUEL DE L'ASSOCIATION RÉGIONALE

DE SANTÉ ET D'IDENTIFICATION ANIMALES

EN ROUTE POUR

LIBRAMONT foire

NOS ÉQUIPES IDENTIFICATION ET VÉTÉRINAIRES SONT RAVIES DE VOUS ACCUEILLIR SUR NOTRE STAND SITUÉ DANS LE HALL 1

DEMAT
SDRP
BIGAME
VOLAILLES
CHÈVRES
KIT
ACHAT
MOUTONS

AUTOVACCINS

PROTOCOLE
AVORTEMENT
CERISE
MYCOPLASMOSE
BVD

IBR



31 & 01
AOÛT/SEPT.
2024

Foire agricole Battise



RENDEZ-NOUS VISITE DANS LE PÔLE OVINS - CAPRINS

Arsia
asbl

ÉCHOS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Mot de bienvenue du Président de l'ARSIA, Laurent Morelle

Pour les éleveuses et éleveurs wallons, belges et européens, 2024 a débuté sous le signe de la colère, couvant pourtant depuis bien longtemps. Avec la détermination et la solidarité qui caractérisent notre profession, les agriculteurs largement soutenus par l'opinion publique sont venus des 4 coins de l'Europe à Bruxelles et, à bord de leurs tracteurs, ont poussé aux pieds des décideurs politiques une montagne de revendications légitimes.

Faut-il encore le rappeler, notre quotidien, sur le terrain... des productrices et producteurs que rien n'épargne, sont submergés par une multitude de défis et de questionnements agro-éco-sociétaux: normes environnementales, agriculture durable, traçabilité, agriculture bio et locale, autonomie fourragère, autosuffisance alimentaire, biodiversité, transition écologique, empreinte carbone, véganisme, agribashing, bureaucratie, contrôles tatillons, surcharge administrative, bien-être animal, mal-être agricole, antibiotiques, glyphosate, néonicotinoïdes, IBR, BVD, maladies émergentes, prix du foncier, labels, certification, CETA, MERCOSUR, dérèglements climatiques, inondations, sécheresse, guerre, ...

La liste des revendications du monde agricole est quant à elle moins longue, car elle relève simplement du bon sens: des prix équitables, des normes identiques pour tous les produits, la suppression des concurrence déloyales, la simplicité administrative.

Derrière tout cela, des heures de travail, toujours et toujours plus, pour assurer « dans les règles » une production alimentaire dont la rentabilité financière diminue au même rythme, épuisant les plus expérimentés, démotivant les plus courageux. Il s'agit bien d'un « défi de la multi-performance », thème de l'exposé d'Olivier DUPIRE, Agroéconomiste invité à la séance académique de notre AG, pour en débattre (cf page 3).

Hautement concernée et attentive à ce contexte, que fait l'ARSIA? Notre asbl a la volonté de répondre aux attentes de ses membres, dans son domaine et de

manière proactive. Quelques exemples, de manière non exhaustive ...

En termes de santé animale: un diagnostic toujours plus performant en salle d'autopsie et au laboratoire, le développement d'autovaccins participant à la lutte contre l'antibiorésistance, le suivi des luttes IBR, BVD, paratuberculose, néosporose, des visites de seconde ligne de notre équipe vétérinaire de terrain, ...

En termes de traçabilité, la dématérialisation a vécu sa première année complète et participe à la simplification administrative, avec l'appui de nos agents de l'autocontrôle en ferme et de notre Helpdesk, en nos bureaux. Des projets sont en plein développement, tels que l'application BeefMove pour améliorer encore la traçabilité des mouvements des bovins.

... Et bien plus encore, tout étant détaillé dans notre rapport d'activités 2023, disponible en ligne sur notre site internet et que je vous invite à parcourir.

Nous proposons pour ce faire un ensemble d'analyses et de services à prix réduits grâce aux Actions **arsia***, au Fonds de Santé, mais également à la Convention entre la Région Wallonne et l'ARSIA et à la Convention AFSCA, dont nous saluons l'augmentation des subsides alloués, indispensables en termes de diagnostic mais aussi de prévention sanitaire.

En effet, pour assurer le maintien et la qualité de l'ensemble de ses services à l'Élevage, un défi de taille pour l'ARSIA est le maintien de son équilibre financier, malgré la diminution constante des troupeaux et de leurs animaux.

L'ARSIA est une association gérée par les éleveurs, pour les éleveurs. Sa gestion est saine, son credo est de travailler pour des élevage sains et garantis par une traçabilité de pointe, afin qu'ils soient en conséquence durables et rentables.

A l'instar de ses membres, notre asbl « ne lâche rien », elle non plus!



QUELQUES CHIFFRES



9029

troupeaux



1567

troupeaux



7856

troupeaux



3462

troupeaux



542

troupeaux



83

troupeaux



1267

troupeaux



36

troupeaux



20

troupeaux

MESSAGES DE NOS MINISTRES DE L'AGRICULTURE

Au Régional

Pierre PIRARD, Chef de Cabinet adjoint et porte-parole du Ministre Willy Borsus

L'élevage wallon se trouve à la croisée des chemins, face au défi de la multi-performance que représentent les exigences économiques, environnementales et sociales. « Entendant et comprenant les revendications du secteur, nous avons mis en place au niveau wallon une task force de simplification administrative ». Le Ministre Borsus remercie l'ARSIA, sa directrice générale Katelijne Smets et sa directrice de la Traçabilité, Marie-Laurence Semaille, pour leur proactivité lorsqu'il les a sollicités pour trouver des solutions. « Certaines mesures ont été mise en œuvre, d'autres sont en cours ».

Le secteur de l'élevage est crucial en Wallonie, tant pour l'économie locale que pour le maintien de son paysage. « Il y a obligation de soutenir sa rentabilité. A ce titre, le numérique doit devenir un outil d'aide à la décision pour que l'exploitation soit rentable dans le respect de l'environnement ; ordinateurs en ferme, robots de traite, outils de régulation du machinisme agricole, connectivité pour les épandages d'azote et produits phytos, prévisions des modèles météo, suivi du cours des matières premières, ... Dans le cadre du plan de relance wallon, le gouvernement a mobilisé des moyens pour booster le smart farming via plusieurs projets de sensibilisation et d'accompagnement, tels WalDigiFarm et WALLeSmart, qui devraient faciliter la vie des producteurs laitiers. Le CRA à Gembloux mène par ailleurs plusieurs projets tels EFFORT, (outil d'aide à la valorisation des prairies), Blanc Bleu Vert, INDIGGES, Hapymoo, ...

Notre agriculture wallonne est liée au sol puisque 42% de la surface agricole utile est dédiée à la prairie, laquelle contribue à la qualité de notre environnement.

« Éleveurs et consommateurs ont un rôle à jouer pour construire un avenir durable pour l'Agriculture. Ils peuvent compter sur le soutien du gouvernement wallon ».

Le représentant du ministre a conclu en remerciant l'ARSIA pour la qualité de son travail quotidien et son accompagnement des éleveuses et éleveurs, se réjouit de leur collaboration et en confirme la continuité, à l'avenir.

Au Fédéral

Jean-Claude Servotte, Conseiller Cellule Agriculture/Sécurité alimentaire et porte-parole du Ministre David Clarinval

En ce début d'année, le Ministre Clarinval a entendu et compris les messages des agriculteurs, suivis de réponses et surtout d'actions, en cours et prochainement finalisées. A ce titre, il remercie l'ARSIA pour son implication active dans la démarche de simplification administrative, portant sur les notifications des mouvements, la lisibilité accrue des documents et la réduction des formalités administratives.

Il salue également son expertise technique et scientifique dans les groupes de travail, à l'échelon fédéral, précieuse et indispensable dans la mise en œuvre des différentes politiques sanitaires. « Le soutien à l'encadrement de notre cheptel est concrétisé par la convention qui encadre les missions confiées à l'ARSIA par les autorités fédérales, convention très prochainement renouvelée et adaptée aux actualités sanitaires ».

Le ministre se réjouit de l'amélioration indéniable de la santé de nos troupeaux, toutes espèces confondues. Les plans de lutte BVD et IBR en sont des moteurs, avec leur impact positif non seulement sur le revenu des éleveurs mais également sur les perspectives économiques en termes d'exportation.

« Rien n'est jamais acquis et la santé animale reste un enjeu majeur. Il s'agit en effet de rester tous mobilisés et attentifs, en particulier aux deux maladies présentes à nos portes, la fièvre catarrhale ovine et la maladie hémorragique épizootique. Les outils de dépistage du laboratoire de l'ARSIA sont à ce titre un atout en Wallonie ». Les mouvements des animaux représentent, eux aussi, un facteur de risque important ; l'administration a rédigé en concertation avec le secteur un Arrêté en vue de limiter l'introduction et, le cas échéant, la propagation de Besnoitiose en Belgique. C'est chose faite, cet AR étant en vigueur depuis avril.

Autre préoccupation majeure du gouvernement fédéral, la lutte contre l'antibiorésistance, qui nécessite une analyse complète des informations sanitaires d'une exploitation. « L'outil BIGAME est à ce titre une interface efficace et indispensable non seulement en termes d'enregistrement mais également de management sanitaire de l'exploitation par le vétérinaire ».

Le ministre conclut en saluant le professionnalisme de l'ARSIA et espère une amélioration concrète et étendue de la situation de l'Agriculture et de l'Élevage, en Belgique.

ÉCHOS DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

BUDGET 2024

Le budget 2024 : soutenir le diagnostic

Après un rapport sans réserve émis par le réviseur d'entreprise indépendant et l'approbation officielle des comptes 2023 par l'Assemblée, Katelijne Smets, Directrice de l'ARSIA, a présenté le budget 2024. Objectif premier de l'asbl : maintenir un budget en équilibre et maintenir les aides à l'élevage.

Convention Cadre Région Wallonne - ARSIA

Celle-ci arrive à terme en décembre prochain ; l'ARSIA espère vivement qu'elle sera reconduite et contribuera toujours selon son objectif premier au diagnostic vétérinaire et à la prévention, en s'additionnant aux aides citées plus haut : autopsie, avortements, kits digestifs, respiratoire et métrites, Kits Vente et Achat, plans de lutte, sensibilisation à l'antibiorésistance.

Actions ARSIA+ réservées aux cotisants

- **25%** (935346€) pour le diagnostic vétérinaire : Protocoles avortement pour grands et petits ruminants, kit respiratoire, kit métrite, abonnements parasitaires grands et petits ruminants, contrôle parasito à la rentrée à l'étable, photo *Mycoplasma bovis*
- **31%** pour les plans de lutte : IBR (maintien), BVD (repêche biothèque), paratuberculose, néosporose, mycoplasmoses bovine, Visna-Maedi et CAEV (OCC), SDRP (porcs)
- **4%** pour la prévention : Kits Vente et Achat (bovins, OCC), test IBR à l'achat
- **31%** pour l'identification : déclarations de naissance et d'achat via CERISE
- **6%** pour la lutte IBR : aide au repeuplement au troupeau ayant perdu son statut IBR

LES ÉLEVAGES FACE AU DÉFI DE LA MULTIPERFORMANCE

Olivier Dupire, agroéconomiste, évoque la planification écologique des élevages, un vaste programme mené en France et soutenu par le gouvernement.

Olivier DUPIRE est agroéconomiste diplômé d'AgroParisTech et Coordinateur au pôle approche globale & références systèmes agricoles pour la Chambre d'Agriculture France.

Contexte : « INOSYS Réseaux d'élevage » est un dispositif public au service du développement en élevage, conçu dans les années 80, au début des premières questions environnementales et crises économiques. Réseau collectif, interactif et à l'écoute des éleveurs, il accompagne les transitions du secteur sur base de références issues du fonctionnement et de la multiperformance des élevages. Publiques, les données sont accessibles à toute personne porteuse de projet : les éleveurs et les candidats à l'installation, mais aussi les étudiants, enseignants, chercheurs, ... (Infos : <https://idele.fr/inosys-reseaux-elevage/>)

L'approche se veut globale : économique, réglementaire, physique, humaine, ... et repose sur la mise en réseau d'acteurs de terrain ; plus de 200 conseillers des Chambres d'agriculture ou d'autres organismes techniques interagissent ainsi avec près de 1400 éleveurs et 25 ingénieurs de l'Institut de l'Élevage. « Nous travaillons quotidiennement avec les élevages partenaires, de petits et grands ruminants, qui sont nos références en tant que systèmes viables et efficaces, et dont nous recueillons les données pendant 7 ans minimum pour suivre leur trajectoire ». Les éleveurs sont choisis pour leur niveau de performance économique, de l'ordre de 25% supérieur à la moyenne.

Planification écologique : propositions d'application aux exploitations bovines laitières

Au départ, 2 constats :

1. le climat : ça chauffe, plus fort, partout.
2. Les ressources fossiles : moins de disponibilités. Pour y réagir, si le terme de « planification écologique » a fait peur aux agriculteurs, le concept d'« approche globale » a lui été bien reçu, en réaction à un raz-le-bol collectif envers les plans européens ou français : plan sur l'eau, plan sur l'herbe, plan sur la biodiversité, plan sur l'élevage... avec en réalité beaucoup d'incohérences et contradictions entre eux !

Une approche globale signifie qu'elle est multisectorielle et ne considère pas que la seule agriculture en tant que secteur mais replacée dans le monde de la production, incluant les transports, le résidentiel, le tertiaire, l'industrie, ...

En France, l'Agriculture représente 19% des gaz à effet de serre, l'élevage couvrant 50% de ces émis-

Tableau 1: Quinze leviers pour la transition écologique de l'agriculture

1. Infrastructure agroécologiques (e.g. Haies)
2. Couverts intermédiaires (CIVE, CIPAN, CI)
3. Autres pratiques stockantes de CO₂
4. Fixation d'azote par les légumineuses
5. Développement de l'agriculture biologique
6. Evolution des assolements (not. face aux enjeux de l'eau)
7. Evolution des pratiques d'élevage
8. Méthanisation des effluents d'élevage
9. Décarbonisation des machines agricoles
10. Réduction de l'usage et des risques des phytosanitaires
11. Bonus-Malus des engrais
12. Décarbonisation et relocalisation industrie engrais
13. Exigence de durabilité le long de la chaîne alimentaire
14. Alimentation: régime alimentaire, F&L, gaspillage, précarité
15. Bio-déchets

sions. « Notre objectif d'ici 2030 est d'amorcer, en maintenant l'élevage, une trajectoire de décarbonation de nos activités agricoles, à hauteur de moins 13 millions de tonnes d'équivalents CO₂ par an. Bien moins en termes d'efforts à fournir que pour les secteurs des transports, des bâtiments et de l'industrie ! ». Pour ce faire, une quinzaine de leviers nécessaires à la transition écologique sont activés, de l'amont à l'aval (voir tableau 1). Après avoir établi une typologie de chaque exploitation (lait, viande, grandes cultures... ? Montagne, prairie, ... ? systèmes de fourrages ? etc..), des objectifs chiffrés sont établis et proposés aux exploitants.

Depuis la fin des quotas laitiers, les exploitations ont choisi (ou subi...) des orientations très différentes. Certaines ont misé sur l'intensification de leur production, d'autres sur la valeur AOP, BIO,... D'autres encore, pour maintenir leur rémunération, ont réduit leurs charges (accompagnateurs, intrants). « Notre réseau peut déterminer les performances de chaque système, sans toutefois faire fi de la volonté de chaque éleveur. Certains sont passionnés de numérique, de data, d'Intelligence artificielle et n'attendent pas notre aide pour agir. Ensuite, il y a les profils observateurs ou sécuritaires. Enfin, il y a les réfractaires chez lesquels nous ne pouvons même pas entrer dans la cour de la ferme pour parler de transition environnementale ».

En élevage laitier, deux tendances prédominent : depuis 2016, le cheptel français est en chute libre, avec 343 000 vaches laitières en moins. Et les systèmes mixtes maïs-herbe diminuent au profit du maïs ensilage en forte progression. 10% des vaches laitières ne pâturent pas du tout ! Constat général : une restructuration sur fond de décapitalisation d'actifs, d'animaux et de prairies... de moins en moins d'éleveurs font du lait, avec un taux de remplacement de 4 sur 10, dans des zones où pourtant l'activité laitière était très bien implantée, telle la Bretagne par exemple. « Cependant, malgré une certaine hétérogénéité, nous observons une tendance significative à l'amélioration des revenus ».

L'autonomie des exploitations est au cœur de ces enjeux de planification : conduire les systèmes vers plus d'autonomie, notamment en faisant reculer la part de maïs ensilage ; ainsi, pour atteindre l'autonomie protéique, il faut se passer au maximum du soja et multiplier par 2 les surfaces de légumineuses ou de tourteau local, tel le colza. La place de l'herbe dans les systèmes répond aux enjeux d'indépendance protéique, de biodiversité, de stockage carbone, d'acceptabilité sociétale.

Des exploitations qui prennent part à la planification écologique, tels sont les objectifs affichés par le gouvernement français, certes ambitieux mais globalement atteignables. « On a enfin une trajectoire sur laquelle se baser, en tenant compte du profil de chaque éleveur, dans son contexte, qu'il soit producteur intensif ou en mode BIO et sans le contraindre abusivement. En contrepartie, le secteur agricole doit partager les constats de départ, à savoir l'importance de se passer autant que possible des énergies fossiles à moyen terme et de travailler rapidement sur l'adaptation au changement climatique ». Autonomie ne rime pas nécessairement avec économie, l'intervention publique se voit pleinement justifiée.

Les systèmes viandoux s'adaptent aussi

Le secteur est lui aussi en restructuration ; surfaces en augmentation avec un équilibre agriculture/herbager maintenu, cheptel qui lui ne croît plus, ... soit une extensification de la production de viande bovine. Après des années très sèches, les poids de carcasse augmentent mais de manière très modérée ; on finit de moins en moins les animaux, en privilégiant l'export, notamment vers l'Italie. Malgré les aléas climatiques, les performances techniques ont été maintenues grâce à l'adaptation des récoltes. La culture dérobée augmente et l'affouragement estival est devenu la norme. Les récoltes en foin diminuent donnant la place à l'enrubanné, premier levier de l'adaptation au changement climatique à court terme mobilisé par les éleveurs, au printemps comme à l'automne.

Renouveler les troupes, point sensible

« Le nombre de candidats à l'installation dans les familles d'agriculteurs est limité. Il s'agit donc d'accueillir tout nouveau profil qui veut entrer dans l'Agriculture. Or le monde agricole n'est pas toujours facile à intégrer, quand on n'en est pas issu, mais surtout en termes capitalistiques ! Emprunter est possible si la rentabilité est assurée, les banques peuvent suivre. Sur l'élevage allaitant, ce n'est pas d'emblée acquis ». Les équipes du réseau ont donc revu un certain nombre de critères économiques pour conseiller au mieux et dans le respect environnemental, tout qui veut s'installer ...



DOSSIER OCC

CA BOUGE DANS LE PLAN CAEV!

Comme vous le savez, le plan régional de contrôle vise à assainir les troupeaux caprins ou à maintenir le statut des élevages sains contre le virus responsable de la maladie dite "CAEV". Découvrez ci-dessous les dernières nouveautés concernant le plan régional de contrôle CAEV!

Le CAEV (Arthrite Encéphalite Caprine Virale) est une pathologie virale incurable bien connue dans le secteur caprin pour laquelle aucune mesure préventive (vaccination) n'est disponible. Les signes cliniques associés au virus du CAEV sont nombreux et variés. Ils impactent l'état de santé ainsi que le bien être de l'animal:

- difficultés respiratoires, arthrites, induration mammaire
- amaigrissement et baisse de production laitière

DE L'ACTION DANS LE PLAN CAEV

En cette période estivale, nous venons à votre rencontre pour vous informer sur le plan CAEV: formulaire d'enquête, visites en exploitation, ... Leur santé, notre priorité!



ET DEMAIN... LA PARATUBERCULOSE ?

La méthodologie associée au plan CAEV pourrait potentiellement s'appliquer au suivi d'autres pathologies. Nous explorons ainsi la possibilité d'intégrer la paratuberculose à ce plan régional de contrôle!



PREMIER TROUPEAU AVEC UN STATUT A !

Début juillet, l'élevage des Gadiis à Remouchamps (chèvres Boer) a obtenu son statut A. Il s'agit du premier troupeau reconnu "à risque insignifiant" vis-à-vis du CAEV. D'autres élevages sont en cours de reconnaissance!



BIENTÔT UN SUIVI SUR LAIT ?

Pour faciliter le suivi des troupeaux laitiers, des tests exploratoires sur échantillons de lait sont en cours d'évaluation. Si les résultats sont concluants, le maintien de statut pourrait être effectué sur prélèvements de lait plutôt que de sang.

Vous souhaitez des renseignements ? N'hésitez plus!

Retrouvez toutes les informations sur le plan régional de contrôle CAEV sur notre site webarsia.be ou prenez contact avec nous sans plus tarder. Tel: 083/23 05 15 (Option 4) / Mail: francois.claine@arsia.be



FIÈVRE CATARRHALE OVINE SÉROTYPE 3

Qu'attendez-vous pour vacciner?

Le virus responsable de la fièvre catarrhale ovine sous son sérotype 3 est à nos portes. La vaccination est le SEUL moyen efficace de protéger votre troupeau. N'attendez plus: vaccinez!

